INFOS EN LIGNE… SUR LA LIGNE
N°22

➢ Les sondages géotechniques seraient pour l'instant différés

Le préfet différerait pour l'instant les sondages dans l'attente de la réunion de la commission chargée d'évaluer les projets de LGV inscrits au SNIT.

Restons cependant très vigilants et mobilisés !

➢ RFF rappelé à l'ordre sur la concertation par la ministre de l'artisanat, du commerce et du tourisme.

On ne badine pas avec la concertation… Les émissaires de RFF, chargés de porter le projet de la LGV Bordeaux-Toulouse l'ont compris lors d'une réunion au conseil général du Tarn et Garonne les confrontant aux élus des communes impactées, en présence de la ministre Sylvia Pinel et du préfet Sudry. Ces élus qui pensaient que le tracé validé par le COPIL et la décision ministérielle, à quelques ajustements près, concluaient de longs mois de lutte dans l'intérêt des populations. Il n'en fut rien ! C'est une autre copie, à nouveau partielle, que RFF leur a présentée hier, suscitant stupeur et colère, malgré quelques avancées.

«Nous sommes en désaccord ! Non seulement les points noirs ne sont pas résolus, mais nous considérons que la situation s'est aggravée» déclare Jean-Michel Baylet, président du conseil général.

La multiplicité des tracés, les différentes hypothèses annoncées puis abandonnées et la mise devant le fait accompli des élus ont généré une légitime perte de confiance à l'égard de RFF.
A la litanie que nous connaissons bien de RFF : **optimisation, intégration et transparence**, les élus ont répondu : **morcellement, nuisances et absence de concertation.**

Sylvia Pinel, ministre de l'artisanat du commerce et du tourisme, présente, n'a pas mâché ses mots : ***«Il est inconcevable qu'un projet aussi impactant se bâtisse sans que les élus et les citoyens soient écoutés. Or la concertation, c'est justement l'engagement du gouvernement auquel je participe. J'entends donc qu'il en soit ainsi, entre les services des collectivités et de l'État, comme avec RFF, avec une vigilance prioritaire sur l'habitat.»***

Accusé d'avoir apporté en catimini des modifications au tracé pour réduire ses coûts, RFF a généré un vent de fronde unanime que Jean-Michel Baylet résume ainsi : *« Dans ce département, contrairement à d'autres, les élus se sont montrés responsables en acceptant l'idée du projet et unis dans son approche. Mais l'élaboration du tracé se fait au profit de RFF, sans concession pour nous »*

Comme quoi, il ne faut ni négocier ni pactiser avec RFF !

- **La SNCF pourrait perdre dans les 10 ans à venir 30% de parts de marché sur les TER et 40% sur les Intercités.**

C'est ce qu'annonce le Journal « Les Echos » (édition du 20/07).
La cause : l'ouverture de ces activités à la concurrence.
La direction de la SNCF « anticipe dans son plan d'affaires une perte de 8% du marché des trains régionaux en 2017 », un pourcentage qui pourrait atteindre 30% en 2022.
Il « ne s'agit pas là d'objectifs que se fixe l'entreprise, mais bien de la situation qu'elle s'attend à vivre » précise le journal.

- **La marche contre la LGV d'Urrugne à Hernani « Mendi Martxa ».**

Le 27 juillet est partie d'Urrugne la marche militante contre la LGV et les macro infrastructures organisée par nos amis d' « AHT Gelditu ». Une trentaine de marcheurs décidés à rejoindre en 3 jours Hernani en faisant étape à Hondarribia et Pasaia.

Nous étions une quinzaine de Nivelle Bidassoa pour les accompagner jusqu'à la ferme de Xalbatbaïta où avait lieu une pause pour se désaltérer et échanger sur la problématique posée par la LGV sur notre territoire.

Puis la petite troupe s'en est allée sous un soleil de plomb gravir le « Calvaire » pour rejoindre Biriatou et Behobia. Là un hommage a été rendu à leurs compagnons condamnés par la justice pour l'entartage de Yolanda Barcina à Toulouse il y a quelques mois.

Un grand merci à nos agriculteurs qui ont sécurisé cette marche sur la route avec 5 tracteurs.

➢ Un article sur les Grands projets inutiles dans le *Monde diplomatique,* on parle enfin de nous !

Alain Devalpo, journaliste indépendant avait réalisé pour RFI un reportage sur les grands projets inutiles centré sur la lutte contre la LGV au Pays basque et dans le Val de Suse en Italie. Mécontent de la façon dont RFI avait traité le sujet (voir Infos sur la ligne N°11) il a transformé son reportage en un long article qui a est paru dans le *« le Monde Diplomatique »* du mois d'août.

LA CRISE SYRIENNE DÉCHIRE LES GAUCHES ARABES

Le Monde diplomatique

Las Vegas, stade suprême des Etats-Unis

Peugeot, choc social et point de bascule

La loi des gredins

Les adhérents de Nivelle-Bidassoa ont reçu l'intégralité de l'article. Nous n'avons pas hésité à l'envoyer aux maires des 3 communautés de communes, aux conseillers généraux des 5 départements aquitains et de la Haute Garonne, aux conseillers régionaux, aux députés des Pyrénées atlantiques, aux sénateurs d'Aquitaine et aux membres de la CCI Aquitaine. Nous n'avons pas oublié Alain Rousset et son cabinet, Noël Mamère, Claude Bartolone et Jérôme Cahuzac lui-même !

Quelques extraits savoureux s'adressant aux décideurs :
« Labourez le terrain politique en flattant la mégalomanie des grands élus qui rêvent tous d'une tour Eiffel dans leur cité. *Une fois que vous aurez gagné leur confiance, ils sauront faire pression sur la cohorte des élus plus modestes, dont les finances seront ponctionnées même si les retombées pour leur territoire n'existent que sur le papier. Afin qu'aucune objection ne s'élève, votre pari sur l'avenir devra être pourvoyeur d'emplois. Le chantier terminé, si l'on vous fait remarquer que les promesses ne sont pas tenues, il sera toujours temps d'échafauder des analyses vous dédouanant : la crise, la crise ! Jouez de vos accointances gouvernementales pour obtenir un label d'intérêt général : ce dispositif administratif procure un véritable passe-droit. »*

« Pour se forger un avis, les élus s'en tiendront aux conclusions de vos études sérieuses, véridiques et bien intentionnées. ***Inutile, en revanche, de déployer trop de subtilité pour approcher la presse régionale : c'est un allié toujours fiable et la générosité de votre régie publicitaire*** *sera perçue par ce secteur sinistré comme un geste en faveur de la liberté de la presse. »*
« Afin qu'ils fassent avaler aux contribuables des pilules de plusieurs milliards d'euros, fournissez-leur des chiffres propres à enivrer les plus sceptiques. *Certaines données sont à minimiser, d'autres à amplifier. C'est en spéculant sur des besoins futurs que vous hypnotiserez vos concitoyens. »*
*« Un retraité dans la force de l'âge se révèle parfois un adversaire opiniâtre qui va décortiquer vos plans de manière obsessionnelle. On le déplore au Pays basque, autour du projet de LGV vers l'Espagne : un argumentaire enflammé livré par deux trublions * est relayé par les réseaux alternatifs. Misez sur votre service de communication pour leur barrer l'accès aux médias de grande envergure. Evitez que la contestation s'étende, ne devienne emblématique ou gagne les tribunaux administratifs au risque d'un gel des chantiers. »*

* Pierre Recarte et François Tellier, *Les Rails de la déraison. La très grande vitesse en Aquitaine et ailleurs,* Nuvis, Paris, 2011.

- **Après la parution de cet article, le JPB interview l'auteur Alain Devalpo.**

Dusse notre modestie en souffrir, nous ne pouvons résister à vous livrer ce passage :

« Dans votre papier, vous citez notamment la résistance au projet LGV en Pays Basque, comment la percevez-vous ? »

« Je la perçois un peu comme étant un modèle car au Pays Basque, il y a cet historique dans la manière de s'organiser et de lutter pour préserver son paysage et pour empêcher, tant que faire se peut, la construction de grandes infrastructures ou la spéculation immobilière (…) Cette dynamique se retrouve dans le projet de LGV sur lequel j'ai beaucoup travaillé. J'ai notamment lu le livre de Pierre Recarte et François Tellier, Les Rails de la déraison, qui est passionnant, mais décrié par tous les spécialistes et tous les tenants et promoteurs de ce type de projet. Moi, j'ai été bluffé par la manière dont les Basques continuent de lutter. »

Et vous n'avez pas fini d'être bluffé cher Alain, en octobre « les Basques » vous montreront leur capacité à se mobiliser !

=> Lire l'intégralité de l'interview dans le JPB

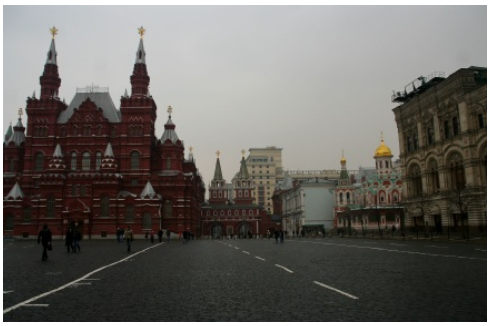
➢ Les retombées économiques de la construction d'une LGV : un sujet que ferait mieux de méditer les élus pro-LGV !

Le maire de Sauzé-Vaussais, Michel Eprinchard, ressent ces derniers temps l'amertume des espoirs déçus.
La société Coséa a implanté, pour la construction de la LGV Tours-Bordeaux, sur la zone artisanale de la Plaine de Limage une cinquantaine de baraques de chantier, créant .735 m2 de bureaux pour accueillir environ soixante-dix personnes. Côté route de Civray, c'est le groupe Razel-Bec qui aligne derrière ses préfabriqués la flotte d'engins nécessaires au chantier.
Entre ces deux plateformes, le maire de Sauzé-Vaussais se frottait les mains: 70 personnes d'un côté, au moins 150 de l'autre, voilà deux ans les retombées économiques promises par les porteurs du projet !
Mais, aujourd'hui, il déchante. « *Pour l'économie locale, c'est pratiquement zéro*, peste-t-il. *Ils ont embauché quelques personnes pour travailler dans leurs bureaux. Des femmes de ménage, aussi… Mais il n'y a pas dix habitants de chez nous qui travaillent pour eux. Ils sont arrivés avec tout leur personnel, voilà.* »

Ce qui scandalise le maire c'est « *le passage en force systématique* ».
« *C'est simple, ils font ce qu'ils veulent*, s'insurge Michel Eprinchard. Le maire évoque les voies communales défoncées qui resteront ainsi car l'état des lieux a été fait 6 mois après le début du chantier. Coséa a installé ses bureaux sans déposer de permis de construire avec « *la bénédiction de l'administration » !* La commune ne touche donc ni la taxe foncière ni la taxe locale d'aménagement
"Ces gens pensent que la déclaration d'utilité publique leur donne tous les droits" fulmine le pauvre maire abusé !
=> Retrouvez l'article de la Nouvelle République

La Russie prête à abandonner ses projets LGV pour le Mondial de football 2018.

Alors que la réalisation de LGV censées relier Moscou aux grandes villes du pays accueillant l'événement sportif devait débuter d'ici un an, plusieurs fonctionnaires ont déclaré au journal russe *« Vedomosti »* que *« le programme d'extension des liaisons ferroviaires n'est pas inclus dans le projet de budget 2013-2015 ».*
Il ne serait plus question que de lignes classiques et d'une modernisation du réseau existant.



Sachant que 70 % du financement devaient être d'origine publique, cette décision s'inscrirait dans une politique de rigueur que s'apprête à s'imposer la Russie.
Un exemple que la France ferait bien de suivre !

➢ La réforme du système ferroviaire français devant le Parlement en 2013.

Le gouvernement prépare une loi réformant la gouvernance du rail et le statut social des cheminots. Elle devrait être présentée au Parlement au deuxième semestre 2013 et le ministre des Transports, Frédéric Cuvillier, abordera le sujet en Conseil des ministres fin septembre.

Cette communication sera suivie d'une période de concertation associant tous les acteurs du dossier.
Ce projet de loi abordera la gouvernance du rail et trancher l'épineuse question de la séparation, ou de la réunification, de l'opérateur historique (SNCF) et du gestionnaire des infrastructures (RFF).
Au plan social, il s'agira de résoudre la distorsion de concurrence résultant des statuts différents des agents de la SNCF et des salariés des entreprises ferroviaires privées. L'objectif est de régler cette question avant les premières expériences d'ouverture à la concurrence des TER à partir de 2014 ou 2015.

➢ LGV Bordeaux-Toulouse: le ministre évoque l'appel à l'Union Européenne mais ne s'engage pas.

En visite dans le Tarn, le ministre des Transports a évoqué la recherche de fonds européens pour financer de grands projets ferroviaires en suspens comme la ligne à grande vitesse Bordeaux-Toulouse, sans prendre d'engagement quant à leur réalisation.
Il a rappelé les contraintes budgétaires de l'Etat et la nécessité de hiérarchiser les projets.
M. Cuvillier n'a pas démenti le caractère "indispensable" de ces grands projets. *« Après, la question est celle de la faisabilité, de la soutenabilité »*, a-t-il dit.
Or le financement de Bordeaux-Toulouse n'est pas bouclé, a-t-il souligné.

« Il faut que l'Etat ait la capacité d'assumer le financement de toutes ces infrastructures. Donc nous sommes dans une démarche à la fois de réalité financière et d'essayer de faire en sorte - c'est vraiment une mobilisation majeure - d'obtenir des financements européens complémentaires, pas spécifiquement sur ces projets (...) mais aussi sur d'autres » a-t-il affirmé.
Mais le ministre s'est gardé de s'engager sur un premier coup de pioche de Bordeaux-Toulouse en 2017, comme prévu jusqu'alors !

➢ Nivelle-Bidassoa « s'aligne » au Marmitako d'Urrugne

Miren Insausti et Hélène Couchies ont défendu avec brio les couleurs de Nivelle Bidassoa et se sont affairées pendant près de 2 heures au dessus de la marmite. Quelques adhérents les ont encouragées et n'ont pas hésité à jouer les « goutteurs » pour rassurer nos deux cuisinières.

Un grand merci à Miren et Hélène qui ont permis à notre association d'être brillamment représentée à cette incontournable manifestation estivale.

➢ Odile de Coral : « Moderniser plutôt les voies existantes ».

Dans *« Sud Ouest »* du 29 août (Voir l'intégralité de l'article), la Maire d'Urrugne intervient en ces termes :

« Nous entendons de nombreux élus locaux de la France entière tenter de démontrer qu'une ligne à grande vitesse est vitale pour le développement de leur territoire et réclamer à cor et à cri la construction d'une LGV chez eux. En revanche, au Pays basque, la grande majorité des élus se bat depuis plusieurs années pour obtenir le retrait de ce projet (...) refusé par une très large partie de la population locale »

« Jérôme Cahuzac annonce qu'il faudra optimiser le système de transport existant pour limiter la création de nouvelles infrastructures ; améliorer les performances du système de transport dans la desserte des territoires ; améliorer les performances énergétiques du système de transport ; réduire l'empreinte environnementale des infrastructures et équipements de transport. Au Pays basque, entre Bayonne et Hendaye, c'est exactement ce que nous demandons depuis des années. Nous affirmons - et l'avons démontré - que la modernisation de la ligne existante permettrait de faire face à une multiplication par cinq du trafic constaté depuis des années (...) Nous rappelons en outre que nos voisins espagnols ont abandonné le projet de relier Saint-Sébastien (Astigarraga) à la frontière franco-espagnole par une voie nouvelle et ont décidé d'utiliser les voies existantes, en se connectant à Hendaye au réseau français (...)
Nous demandons par conséquent : l'arrêt des études concernant la création de voies au Pays basque et l'interruption du processus mené par RFF, à la demande du gouvernement, devant conduire à une déclaration d'utilité publique et, ainsi, au gel du foncier à terme. Nous réclamons également la mise en œuvre immédiate des travaux de modernisation et d'insonorisation des voies existantes, ainsi qu'une réunion de travail avec la commission nommée par le gouvernement, à laquelle nous démontrerons l'inutilité de ce projet de LGV au Pays basque. »

- **Pour la 3e année consécutive la LGV s'invite au comice agricole des fêtes d'Urrugne.**

Nos amis agriculteurs ont de la constance. Pour la 3ème année consécutive ils se rappellent aux bons souvenirs des décideurs en clamant haut et fort leur hostilité à la LGV (voir les photos). **Un grand merci pour leur engagement et leur détermination**.
Ils nous précéderont avec leurs tracteurs le 27 octobre à Bayonne à la grande manifestation à laquelle vous devez tous participer en famille avec vos voisins et tous vos amis !

Mobilisez dès à présent !

- **Les pro-LGV ne désarment pas : la Journée de l'économie aquitaine, en septembre, sera un soutien à la LGV Bordeaux-Bilbao.**

La 9e journée de l'économie aquitaine se tiendra le 20 septembre au théâtre des Quatre Saisons de Gradignan. Elle rassemblera représentants de l'Etat, du Conseil Régional, des chambres consulaires des métiers, de l'agriculture, de commerce et d'industrie et des chefs d'entreprises d'Aquitaine.
Une de ces grand-messes qui ne sert à rien et font plaisir à ceux qui la disent !

Cependant Roland Courbu, président de la CCI Aquitaine y voit l'occasion de réitérer son soutien à la LGV.
« Nous profiterons de ces journées pour dire à nouveau ensemble que le projet GPSO doit être mis en œuvre dans son ensemble, vers Toulouse et vers Hendaye, et qu'il ne peut donc pas être remis en cause. C'est une ligne européenne, un axe majeur des transports ferroviaires européens des prochaines décennies, une main tendue à l'Espagne et un grand bol d'oxygène pour l'économie de l'Aquitaine. Nous sommes conscients qu'il faut faire des choix financiers au plus haut niveau. Mais pas celui-là. Basques et Aquitains le diront avec force le 20 septembre prochain. » déclare-t-il dans un entretien à « Sud Ouest » =>Voir l'article

Les Basques en se rendant massivement dans les mairies à l'enquête **d'inutilité publique** des nouveaux équipements (EPINE) le 22 septembre pour apporter leur contribution et à la manifestation du 27 octobre à Bayonne **diront avec force** le contraire.

- **Intervention Marie Delaplace dans le débat public de la LGV Paris-Normandie.**

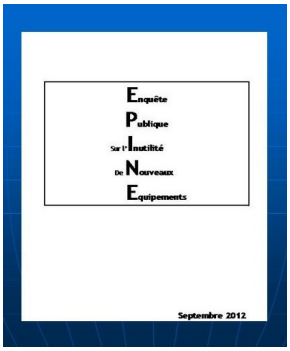
Marie Delaplace, professeur d'urbanisme à l'université Paris-Est, spécialiste des effets de la grande vitesse sur l'économie (que nous avons largement citée dans les « Rails de la déraison ») est intervenue dans le débat public de la LGV Paris-Normandie.

Elle ne cesse de répéter les conclusions d'un groupe de chercheurs qu'elle anime : ***« La LGV n'a pas d'effet sur l'économie d'un territoire.*** *Quand il y a un impact, c'est à chaque fois dans un contexte très particulier. Sauf exception****, il n'y a aucune corrélation entre LGV et dynamisme d'un territoire. »***
=> Voir la vidéo

Monsieur Courbu, président de la CCI Aquitaine devrait lire les études de ces chercheurs au lieu d'affirmer comme Alain Rousset ce type de contre-vérité la LGV sera *« un grand bol d'oxygène pour l'économie de l'Aquitaine »* !!!

- **Le samedi 22 septembre entre 10h et midi, TOUS à la salle Posta d'Urrugne pour participer à « EPINE »**

Le 22 septembre, 2 jours après la grand messe Bordelaise des pro LGV, **venez très nombreux** apporter votre contribution à l'**E**nquête **P**ublique sur l'**I**nutilité de **N**ouveaux **E**quipements (EPINE).



EPINE est une information détaillée qui démontre l'inutilité du projet.

Cette consultation organisée par les associations opposées au projet LGV est soutenue par les élus. Elle est ouverte à tous.

E.P.I.N.E mode d'emploi :

● Avant le samedi 22 septembre :

- Rédigez sur une feuille vos remarques en vous aidant du document « EPINE » ou du« résumé ». Vous trouverez l'intégralité des documents sur les sites internet :
http://www.voiesnouvellestgv.webou.net/epine.htm
http://www.urrugne.info/epine/
- N'oubliez pas d'indiquer votre nom, prénom et adresse et de signer en bas.

● Le samedi 22 septembre :

- Portez votre feuille à POSTA au 1er étage, au-dessus de l'Office de tourisme. Elle sera agrafée au registre officiel par les commissaires enquêteurs.
- Prévoyez de rester de 10h 30 à 11h 15.

Le 22 septembre participez à la consultation pour dire NON à la LGV !

Cette matinée sera très médiatisée, il faut que nous soyons nombreux à montrer notre opposition et notre détermination nombre

Ce combat nous concerne tous, proches ou éloignés du tracé !

Mobilisez dès à présent vos amis, vos familles …

==========